

## CH\_VB 20021041 vom 20. März 1992

Bundesverwaltung, 1992-03-20, DE

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ch\\_vb\\_\\_td\\_class\\_\\_metadataCell\\_\\_20021041\\_\\_td\\_\\_](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ch_vb__td_class__metadataCell__20021041__td__)

FR: CH\_VB 20021041 du 20 mars 1992

IT: CH\_VB 20021041 del 20 marzo 1992

### Erwägungen

#### E. 20

März 1992 N 605 Wirtschaftslage. Dringliche Interpellationen projets qui permettent des améliorations de la situation individuelle des demandes d'emploi. Mais ce souci des personnes ne doit pas nous inciter à prendre des dispositions qui empêcheraient les modifications structurelles et le renforcement à long terme de l'économie. Le groupe radical, en septembre 1991 déjà, avait appelé le Conseil fédéral à préparer l'avenir en proposant des améliorations des conditions-cadres. Jusqu'à ce jour, malheureusement, rien de concret n'est intervenu, ce qui n'est d'ailleurs pas la faute du Conseil fédéral qui insiste dans chacune de ses interventions sur cette nécessité. Mais pensons à des obstacles qui ont été créés par d'autres, notamment à l'égard de la suppression du droit de timbre ou en empêchant l'introduction rapide de la TVA Le Conseil fédéral a aussi raison de rappeler qu'il ne faut pas renoncer à la lutte contre l'inflation. Ce n'est pas au moment où nous allons toucher enfin les dividendes de notre vertu monétaire qu'il faut l'abandonner. Les régions périphériques sont plus touchées par la récession. Elles devront certainement subir une modification structurelle. Je pense, en particulier pour ma région, au surdimensionnement de l'industrie et de la construction. L'aide la plus efficace qu'on peut donner à ces régions périphériques est le soutien des initiatives porteuses pour l'avenir, notamment dans le domaine de la formation, de la recherche et-j'insiste sur ce point- pas seulement dans les cantons universitaires. Enfin, je voudrais féliciter le Conseil fédéral pour un point particulier: pour la première fois, il évoque la composante démographique de la situation que nous subissons actuellement Il constate que la transmission de l'innovation est affaiblie par l'évolution négative de la démographie. Nous sommes quelques rares députés qui, depuis une dizaine d'années, souhaitons une réflexion dans le domaine de la démographie. Il ne s'agit pas seulement, comme on l'a souvent dit, du problème du financement de l'AVS, mais de quelque chose de beaucoup plus vaste qui concerne tous les secteurs de la société dans les domaines de la culture, de la transmission des connaissances et de l'innovation. L'évolution démographique négative que nous connaissons affaiblit la position de notre pays et il faut discuter sur ce point, y réfléchir et, le cas échéant, mener une politique qui limite les effets négatifs de cette fâcheuse évolution. Je pose ma question au Conseil fédéral: est-il disposé, dans ce domaine, à aller plus loin qu'une petite phrase, à se livrer à une réflexion d'ensemble sur les résultats dans les domaines social, culturel et économique de l'évolution démographique? Il y va, je crois, aussi de l'avenir de notre pays. M. Pidoux: Il me plaît que ce débat sur les interpellations urgentes relatives à la situation économique soit le premier, après la prise de connaissance du rapport «ébouriffant» du Conseil fédéral sur la politique économique. En d'autres termes, nous avons maintenant l'occasion de mettre en pratique, pour la première fois, notre credo économique libéral. Ce credo n'est pas seulement celui de quelques individus qui ne sont pas à la mode, pas seulement celui de quelques hauts fonctionnaires éclairés, pas seulement celui d'un gouverne-

responsable, mais aussi celui d'une bonne partie de notre Parlement. Il existe un fossé entre le dire et le faire et, on le sait, la coupe est loin des lèvres. Ce qu'on a entendu hier après-midi et ce matin détonne par rapport aux principes que le gouvernement nous a présentés. Je me méfie de tous les plans étatiques de relance, comme d'ailleurs de tous les arrêtés fédéraux urgents. Il existe deux domaines dans lesquels la Confédération peut agir, en fonction de la loi actuelle et des moyens à sa disposition. Des crédits et un fonds sont disponibles pour la construction des autoroutes. Mais le gouvernement a dépensé ce fonds routier dans d'autres buts, se contentant de laisser une créance dans les comptes. J'invite le Conseil fédéral à agir comme on l'exigerait de tout citoyen sous peine d'escroquerie, en d'autres termes à reconstituer ce fonds et à l'utiliser pour achever les autoroutes qui manquent à la Suisse romande et sur lesquelles le peuple s'est prononcé et a donné son accord. Dans ce domaine, les règles de l'efficacité rejoignent celles de la simple honnêteté. On parle beaucoup aussi, et à juste titre, de créer des conditions-cadres de l'activité économique. Elles comprennent, nous en sommes tous conscients, la transformation de la fiscalité directe en des impôts indirects. On parle maintenant du rapport confidentiel sur la libéralisation de notre économie, qui proposait d'abolir l'impôt fédéral direct. Certes, parler ici d'abolition d'impôt fédéral direct nécessite un certain courage; ce n'est pas très à la mode. Et cela nécessite également que les règles de la collégialité fonctionnent au sein du gouvernement. Peut-être certains ont-ils tort d'avoir raison un peu trop tôt! Mais, Monsieur le Conseiller fédéral, il faut ici du courage, il faut aussi une volonté, et là où il y a une volonté, il y a toujours un chemin.

Bezzola: Es geht einerseits um bessere Rahmenbedingungen für unsere Wirtschaft und für die Zukunft, andererseits aber auch darum, die Ueberbrückung der Durststrecke in der Wirtschaft sicherzustellen. Wir müssen doch dafür sorgen, dass nicht einzelne Wirtschaftszweige diese Rezessionsphase entweder stark geschwächt oder überhaupt nicht überleben. Bei der Stellungnahme des Bundesrates zur aktuellen Situation vermisste ich einen Hinweis auf die Beschäftigungslage in den Rand- und Berggebieten. Strukturschwache Regionen und Branchen, also Rand- und Bergregionen, das Baugeverbe, der Tourismus, das Gewerbe im allgemeinen, werden in der Regel von der Rezession sehr stark betroffen. Die rigorosen Sparmassnahmen des Bundes beim Budget 1992 haben grosse Auswirkungen auf die Finanzen der Kantone und dadurch auch auf diejenigen der Gemeinden. Auch werden strukturschwache Regionen stärker betroffen als andere. Ich weiss, Herr Bundesrat, die öffentliche Hand allein kann das Problem nicht lösen. Sie kann aber in der jetzigen Situation kurzfristig wesentlich dazu beitragen, dass Arbeitsplätze erhalten bleiben, Arbeitsplätze, die wir eventuell heute nicht benötigen, auf die wir aber vielleicht morgen angewiesen sind. In den strukturschwachen Regionen unseres Landes sind Gewerbetreibende stärker auf Aufträge der öffentlichen Hand angewiesen als in den Zentren und Agglomerationen. Kleinere Gewerbebetriebe in den abgelegenen Regionen beschäftigen verhältnismässig viele Einheimische. Ein Abbau von Arbeitsplätzen trifft daher einheimische Familien sehr stark. Anpassung an den Markt ist auch in Rand- und Berggebieten notwendig. Nicht Arbeitsbeschaffungsprogramme braucht man; vielmehr müssen die ursprünglich zugesicherten Investitionskredite, mit denen die Kantone gerechnet und geplant haben, freigegeben werden. Damit könnte rasch und ohne Verzögerung die Realisation baureifer, bewilligter Projekte der öffentlichen Hand - Projekte, die den Bedürfnissen entsprechen - ausgelöst werden. Die Beschäftigungslage liesse sich dadurch sofort und ohne künstliche Impulsprogramme verbessern. Ich erwähne einige Projekte, die von grosser Tragweite sind: Aufforstungen, Lawinverbauungen, Güterzusammenlegen, Meliorationen usw. Sie sind vom Bund zum Teil stark ge-

fördert werden, können nun aber durch die Gemeinden nicht mehr fertiggestellt oder in Angriff genommen werden. Im Forstbereich zum Beispiel standen im Kanton Graubünden 1991 28 Millionen Franken zur Verfügung, heute nurmehr

## E. 22

Millionen. Folgeprojekte der Sturmschäden vom Februar 1990 können nicht mehr realisiert und zu Ende geführt werden. Die Kürzungen bei den Hauptstrassen treffen vor allem Rand- und Bergregionen. Dringend notwendige Bauwerke zur Sicherung der Verkehrswege, aber auch zur Entlastung der Dörfer können nicht oder nur verzögert realisiert werden. Nicht neue Bedürfnisse müssen geschaffen, sondern bestehende abgedeckt werden! Es sind nicht neue Beschäftigungsprogramme notwendig. Vielmehr müssen die ursprünglichen, durch den Bund zugesicherten Mittel für Investitionen freigegeben werden. Baureife bewilligte Projekte könnten dadurch ohne Verzögerung sofort in Angriff genommen oder weitergeführt werden. Damit liesse sich die Durststrecke überbrücken und wichtige, dezentralisierte Arbeitsplätze in den Rand- und Bergregionen könnten gerettet und gesichert werden.

Situation économique. Interpellations urgentes 606 N 20 mars 1992 Moser: Es ist nicht nötig, dass ich jetzt noch einmal auf den leidgehen Konjunkturabschwung zu reden komme. Vielmehr möchte ich einige Worte über die - meines Erachtens - ordnungspolitische Verwahrlosung in der Schweiz verlieren. Schon gestern habe ich gesagt, dass die Linken und Grünen, zusammen mit einer der bürgerlichen Bundesratsparteien, alles getan haben, um den Werkplatz Schweiz zu einem Risikoplatz zu machen. Und jetzt schreien die gleichen Leute nach totaler Sicherheit durch staatliche Politik. Es ist zu bedauern, dass wir mehr und mehr in einer Forderungsgesellschaft leben, die durch eine unmögliche Anspruchs- und Erwartungs-inflation geprägt ist. Wir sind auf dem besten Weg, die Grenzen des Sozialstaates zu überschreiten. Wir bewegen uns bereits in Richtung eines Wohlfahrtsstaates. Das Elend ist - das ist wirklich das Elend in diesem Land -, dass unsere Politiker derart kurzfristig orientiert sind und die Entwicklungen über Jahrzehnte kaum oder nicht beachten. Die meisten Vorschläge in den vorliegenden Vorstössen sind geradezu ein Paradebeispiel dafür. Sie fordern unter anderem kurzfristige Beschäftigungsprogramme, und diese sollten natürlich auch noch ökologischen Anforderungen genügen. Eine angeschlagene Wirtschaft lässt sich nicht mit Oeko- und Beschäftigungsprogrammen beleben. Eine bessere Wirtschaftslage können Sie nur über die Verbesserung der Rahmenbedingungen erreichen. Was wir brauchen, ist eine zügige und radikale Umkehr zu einer freiheitlichen Ordnung. Unsere wirtschaftsfeindlichen Gesetze und Verordnungen müssen nun endlich einer Deregulierungsüberprüfung unterzogen werden. Denn hier liegt das Hauptübel unserer hausgemachten schlechten Wirtschaftslage. Wir fordern den Bundesrat auf, nun endlich etwas gegen die laufende Verschlechterung der Standortqualität zu unternehmen. Es ist allerhöchste Zeit, dass die Ursachen bekämpft werden und nicht die Symptome, wie dies jetzt wieder von unseren Salonsozialisten verlangt wird. In der Beantwortung der Interpellationen erklärt der Bundesrat die Absicht, für eine Verbesserung der Rahmenbedingungen zu sorgen. Ja, Herr Bundesrat, wenn Sie mit derselben Akribie, mit der Sie einen EG-Beitritt vorbereiten, die dringend notwendigen Deregulierungen angehen würden, könnte ich Ihnen Glauben schenken. Nur: Die Botschaft hör' ich wohl, allein mir fehlt der Glaube. Herr Bundesrat, Sie können sicher sein, dass ich in einem halben Jahr wieder auf Ihr Versprechen von heute zurückkommen werde. Scherrer Jürg: Es ist bezeichnend, dass genau diejenigen Fraktionen wegen der Strukturkrise der Schweizer

Wirtschaft dringliche Interpellationen einreichen, die in den letzten Jahren nichts versäumt haben, um den Finanz- und Werkplatz Schweiz systematisch zu demontieren. Bei den Sozialisten ist das verständlich; denn sie wollen den Sozialismus, sie wollen eine freiheitliche Wirtschaft so lange demontieren, bis nichts mehr anderes übrigbleibt, als endgültig die Staatswirtschaft einzuführen. Wir bewegen uns heute in eine Richtung, aus der die Ex-DDR und andere sozialistische Länder gerade herkommen: in Richtung Planwirtschaft, in Richtung alles kontrollierende Staatsmacht. Wer hat den Finanzplatz Schweiz jahrelang verketzert, mit dem Resultat, dass ausländische Anleger das Vertrauen in die Schweiz verloren haben und Milliardenbeträge abgeflossen sind, zum Beispiel nach Luxemburg? Wer stellt das Geldverdrängen und das Erwirtschaften von Gewinn als unmoralisch dar und saugt mit einem Minderheitenschutz, der bis zum Exzess geht, unsere Volkswirtschaft aus? Dieser Rat hat mit seiner bürgerlichen Mehrheit wiederholt Beschlüsse verabschiedet, die die Nichtleistung belohnen. In Biel zeigt es sich besonders drastisch, wie dieser Minderheitenschutz missbraucht und die Förderung der Faulenzer und Nichtsteuer bis zum Exzess getrieben wird. Es gibt junge, arbeitsfähige Leute in Biel, die von der Fürsorge leben, tagtäglich oder wöchentlich ihr Geld beziehen, auf dem Nachhauseweg bei den arbeitenden Kollegen vorbeigehen, die Hunderten schwenken und die Dummköpfe auslachen, die noch arbeiten. Das ist der Zustand der Schweiz heute, verursacht von den Sozialisten, den Grünen, unterstützt von der CVP und anderen linksunterwanderten Bürgerlichen. Wertreibt mit dem Argument des Umweltschutzes und apokalyptischen Untergangsszenarien linke Politik und schürt gezielt die Zukunftsangst des Volkes? Wenn ich mich in den Argumentationskatalogen der Grünen und Linken umschaue, geht doch morgen die Welt unter. Wieso soll ich dann noch investieren? Wieso soll ich überhaupt noch arbeiten? Sie haben ein Umweltschutzgesetz verabschiedet - da war die Auto-Partei noch nicht in diesem Rat -, welches den Bundesrat ermächtigt, eine Luftreinhalte-Verordnung in Kraft zu setzen. Wir wissen es: Wenn diese durchgesetzt wird, legen wir nicht nur den Strassenverkehr, sondern ganze Industrie- und Gewerbezweige still. Es ist heute ein Affentheater um die Luft entstanden, das jeder sachlichen Grundlage entbehrt. Aber dafür sind wir auf dem besten Weg zur Systemveränderung. Wer hat denn eine Beschwerdeberechtigung von zwanzig sogenannten Umweltschutzorganisationen im Gesetz verankert, die nun jedes grössere Bauvorhaben willkürlich und erst noch auf Kosten des Steuerzahlers behindern oder sogar verunmöglichen können? Mein Kollege Giezendanner hat es Ihnen bereits erklärt, er ist persönlich davon betroffen: Die Unternehmer wandern heute ins Ausland ab; es wird in der Schweiz nicht mehr investiert. Und jetzt kommen Sie und beklagen und beweinen die wirtschaftliche Lage der Schweiz. So geht es nun wirklich nicht! Wir haben einen Mieterschutz, der dem Hauseigentümer praktisch das Verfügungsrecht über die Wohnungen entzogen hat. Wir haben die Sperrfrist nicht abgeschafft. Ich muss sagen: Wenn ich eine Million Franken hätte, würde ich mir überlegen, wo ich diese investieren würde: sicher nicht im Mietwohnungsbau! Es ist heute so: Investitionen fehlen, und wo die Investitionen fehlen, geht die Wirtschaft kaputt. Die Grünen wundern sich jetzt, warum die nach ihrem Dafürhalten «umweltfreundlichen» Produkte und sozialistisches Verhalten eine Wirtschaft nicht florieren lassen. Das ist ganz einfach: Grüne Politik, sozialistische Politik wollen keine Wertschöpfung, und wo keine Wertschöpfung mehr stattfindet, geht die Wirtschaft kaputt. Und jetzt noch zum Herrn Bundesrat: Sie wollen noch eine CO<sub>2</sub>-Steuer, Sie wollen Umweltabgaben, Sie wollen Energiesteuern, und Sie wollen eine Benzinpreiserhöhung. Wann hört man endlich auf, diese Volkswirtschaft auszusaugen wie

ein Blutegel, der nie satt wird? Darüber möchte ich vom Bundesrat einmal eine Stellungnahme, wie ersieh das denn vorstellt. Es gibt nur eines: Wir müssen in Zukunft deregulieren. Und ich sage heute dem Wähler ganz klar: Je länger er Sozialisten und Grüne wählt, um so schneller geht es mit der Schweiz bergab. Jenni Peter: Vorgestern, als wir die Interpellationen ausgeteilt erhielten, musste ich mich am Stuhl festhalten, damit ich beim Durchlesen nicht in die Luft ging. Ich muss es deutlich sagen: Es ist eine Zumutung gegenüber der Wirtschaft, was hier in diesem Saal passiert. Vor einer Woche kämpfte die CVP zusammen mit den Grünen und den Linken für die Beibehaltung der Sperrfrist. Jetzt verlangen genau die Gleichen staatliche Unterstützung, um der wirtschaftlichen Krise entgegenzuwirken. Wie heisst es doch so schön: Angriff ist die beste Verteidigung. Herr Fasel - er ist nicht im Saal, andere Meinungen interessieren ihn wahrscheinlich nicht. Aber, meine Damen und Herren von der CVP: Wir Kleinunternehmer wollen keine zusätzlichen Mittel vom Bund und schon gar nicht von einem Bundesrat, der ohnehin nicht mehr weiss, wie er die Löcher in seiner Kasse stopfen soll. Was die Wirtschaft jetzt braucht, ist die Wiedereinführung der vollen Handels- und Gewerbefreiheit, die Abschaffung von Notrechtsmassnahmen, die Rückbildung der eigentumsfeindlichen Gesetzgebungen. Anstatt jetzt zu versuchen, zusätzliche Mittel zur Verfügung zu stellen, wäre es vernünftiger, dafür zu sorgen, dass nicht jeder Querulant mit Einsprachen Bauverzögerungen oder sogar -Verhinderungen betreiben kann. Sie aber verlangen genau das Gegenteil, nämlich zusammen mit den Linksparteien die Einführung einer totalen Planwirtschaft. Es ist abzusehen, dass die Fraktion der Auto-Partei ab 1995 mit Hilfe von ehemaligen CVP-Wählern verstärkt gegen die Planwirtschaft kämpfen kann.

20. März 1992 N 607 Wirtschaftslage. Dringliche Interpellationen Meier Hans: Fast ein Jahrzehnt boomte die Wirtschaft in den USA, in Japan, in den EG-Ländern und vor allem bei uns in der Schweiz. Ich habe gestern und heute viel Gescheites, auch Dummes, über die Wiederankurbelung der Konjunktur gehört. Eines aber wurde nicht gesagt. Ich lese Ihnen aus einem Brief eines bald 90jährigen Kollegen vor, der mir schreibt: «Wenn das mit dem Wirtschaftswachstum nochmals Jahrzehnte so weitergeht, dann sind alle grünen Bestrebungen im Eimer.» Gewiss: den Arbeitslosen soll geholfen werden. Daneben aber - muss ich gestehen - freut es mich, dass weltweite Geldimperien wie Rey oder Maxwell zusammenbrechen. Ich freue mich auch, dass es in unserem Lande vielen Spekulanten, den Hubers, Müllers und den Taxi-Meiers an den Kragen geht. Schon aber schreit die Meute: Sperrfrist aufheben, Steuern senken, Wirtschaft ankurbeln, weitere Staatsverschuldung. Der Staat soll weiter Schulden machen, die Inflation weiter angeheizt werden. Mit dem linearen Teuerungsausgleich werden dann die Reichen noch reicher, die Armen noch ärmer gemacht. Sparer, Rentner, sozial Schwache bleiben bei dieser Inflationsspirale auf der Strecke. Herr Bundesrat, geben Sie mit einem gesunden Finanzhaushalt Gegensteuer zur Inflation. Es muss eine neue Stabilität, ein neues Gleichgewicht auf tieferem Niveau gefunden werden. Herr Scherrer von der Auto-Partei hat das Loblied des unmoralischen Geldverdienens gesungen. Ich aber sage: Wir müssen teilen lernen, und zwar im eigenen Land durch mehr Lohngerechtigkeit, vor allem aber mit denen ausserhalb unserer Grenzpfähle. Statt Hunderttausende von Gastarbeitern und x-Tausende von Asylschwarzarbeitern schlecht zu bezahlen, soll doch ein Teil dieser Arbeit ins Ausland gehen. Wir müssen diese sogenannte niedrige Arbeit wieder bedeutend besser bezahlen. Nicht mehr der weisse Kittel, die Krawatte und die «Schale» sollen Ehrenkleid der Arbeit sein, sondern das «Uebergwändli». Herr Bundesrat, mit einem Umschulungs- und Weiterbildungsprogramm für die Arbeitslosen, mit einer konsequenten Teuerungs- und

Inflationsbekämpfung, aber nicht mit Beschäftigungsprogrammen, die verkrustete Strukturen erhalten, sind Sie auf dem richtigen Wege zur Arbeitslosigkeitsbekämpfung. Richtigerweise haben Sie die Neat unter dem Titel «Investitionssteuerung» nicht erwähnt. Die Neat, falls je gebaut, würde zwar von der Schweiz bezahlt, aber von ausländischen Firmen erstellt werden. Herr Bundesrat, leider haben Sie den F/A-18-Beschaffungsblock in Ihre sonst ausserordentlich fundierte und gute Interpellationsantwort hineingebaut. Wenn Sie schon die ganze Sicherheitspolitik der Schweiz am F/A-18 aufhängen, tun Sie dies doch nicht auch noch mit der Arbeitslosigkeitsbekämpfung. Auch wenn Sie die Beschaffung des F/A-18 im angesprochenen Tempo durch die Räte peitschen - die erwähnten 20 000 Mannjahre werden auf keinen Fall innert nützlicher Frist beschäftigungswirksam. Das wissen Sie ganz genau, Herr Delamuraz.

Reimann Maximilian: Es ist mir gestern und heute bei diversen Voten linksalternativer Provenienz die Bibel in den Sinn gekommen, namentlich die Gleichnisse mit den Pharisäern. Da machen sich viele Leute in diesem Land Sorgen um negative Zustände, die sie selber durch ihr jahrelanges aktives Tun und Handeln mitverschuldet haben! Und nun, in der Krise, sucht man sein Heil beim Bundesrat und spielt sich hier drinnen unverfroren als Retter der Nation auf. Es wäre von der Ratslinken viel ehrlicher gewesen, wenn sie einmal in sich gegangen wäre und sich gefragt hätte, was alles auf ihre Kappe geht, z. B. : dass unsere Arbeitslosenrate heute bei 2,3 Prozent liegt; dass wir an Wohnungsmangel leiden; dass ganze Bereiche unserer Industrie ihre künftigen Erweiterungen und Investitionen im Ausland tätigen; dass immer weniger ausländisches Kapital in unser Land fliesst und wir gezwungen sind, unser Zinsniveau immer höher zu schrauben usw. Dazu drei typische, kontraproduktive Beispiele jüngeren Datums: 1. Das Nachtarbeitsverbot für Frauen im industriellen Sektor. Zum Glück gibt es noch Branchen und Betriebe, die sich voller Beschäftigung erfreuen oder sogar Zusatzschichten fahren können. Dazu braucht es aber das nötige Personal, angelertes wie Fachpersonal, Männer wie Frauen. Doch welcher Aufschrei ging durch die Gewerkschaften und die Linksparteien, als die Solothurner Regierung ausnahmsweise bei einem Betrieb der Uhrenbranche für beschränkte Zeit das Nachtarbeitsverbot lockern wollte! Die betroffenen Frauen wären noch so gerne bereit gewesen, diese Arbeit zu leisten, da sie erst noch mit einem Nachtzuschlag besser entlohnt worden wären. Doch nein, die Übung wurde abgeblockt! Ein typisches Symptom für die Mentalität gewisser Kreise in unserem Lande. 2. Ein weiteres Beispiel aus dem Aargau. Ein Betrieb der graphischen Branche hatte sich aus konjunkturellen Gründen entschlossen müssen, vorläufig den Teuerungsausgleich für das Jahr 1992 ausfallen zu lassen. Die Belegschaft akzeptierte diesen Entscheid grossmehrheitlich und wollte damit ihren Teil zur Wiederverbesserung der Ertragslage beitragen. Was aber tat die SP-Fraktion im aargauischen Grossen Rat? Sie wusste nichts Besseres zu tun, als den Regierungsrat in einem Postulat aufzufordern, diesen Betrieb mit Druckaufträgen so lange zu boykottieren, bis er den vollen Teuerungsausgleich nachgeholt hat. Und die SP-Fraktion hier, in unserem Saal, ruft praktisch in der gleichen Woche nach Arbeitsbeschaffungsprogrammen, um gefährdete Arbeitsplätze zu retten. Sage mir einer: Wo ist da die Logik? 3. Der Finanzplatz. Dazu ein Vergleich mit Luxemburg. Luxemburg war bis tief in die siebziger Jahre hinein einseitig auf die Stahlindustrie ausgerichtet. Dann entdeckte das Land seine Rolle als europäischer Finanzplatz. Es wurden optimale Rahmenbedingungen geschaffen, namentlich in bezug auf die Steuerpolitik. Heute erntet Luxemburg seine Früchte: Gegen 200 ausländische Banken sind ins Land gezogen, haben Arbeitsplätze geschaffen und haben der Schweiz bei weitem den ersten Rang im internationalen Fonds-Geschäft

abgelaufen. Die Arbeitslosenrate in Luxemburg liegt bei tiefen 1,8 Prozent Und bei uns, da kämpfen die Sozialdemokraten mit einem Referendum gegen die Abschaffung dieser völlig überholten, wettbewerbsbehindernden Stempelsteuer und zwingen damit den Finanzplatz Schweiz förmlich zur Ausgliederung des internationalen Geschäftes ins Ausland. Und nun beklagt sich dieselbe SP, dass selbst der Dienstleistungsplatz Schweiz von der Rezession betroffen ist Herr Bundesrat, die Haltung der Landesregierung zu den vorliegenden dringlichen Interpellationen hat mich weitgehend überzeugt Sorgen Sie aber dafür, dass diese zehn Seiten, auf denen Sie zu den aufgeworfenen Fragen Stellung bezogen haben, nicht totter Buchstabe bleiben. Frau Goll: Die steigenden Arbeitslosenzahlen zeigen unter anderem, dass die Schweiz vom Sockel des helvetischen Wohlstandes heruntergerissen wird. Die damit verbundenen Reichtumseinbussen werden heute jedoch einseitig auf die ökonomisch und politisch Schwächsten abgewälzt. Dazu gehören in erster Linie die Frauen. Bei leeren Staats- und Haushaltskassen sind die klassischen protektionistischen Instrumente erschöpft Dazu gehörte Mitte der siebziger Jahre auch der Export der Arbeitslosigkeit, indem Ausländerinnen und Ausländer zurück in ihre Ursprungsländer und Frauen zurück an den Herd geschickt wurden. Heute trifft uns die Erhöhung der Arbeitslosigkeit nicht einfach als Rezession, sondern, im globalen Kontext gesehen, als strukturelle Entwicklungskrise. Gleichzeitig schafft auch die sich weiter verschärfende Umweltzerstörung Unsicherheiten gegenüber der Fortsetzung jenes langfristigen Wachstumspfad, an den wir uns seit den dreissiger Jahren gewöhnt haben. Trotz auch in dieser Institution nach wie vor ungebrochenem Wachstumsglauben mit den Pseudolehren der Wunderheilung ist ein neuer Wachstumsmotor der Wirtschaft nicht in Sicht Da hilft es eben auch nichts, wenn der Genfer Automobilclub titelt: «Das Auto, der Motor der Wirtschaft.» Die helvetischen Schönwetterzahlen wurden kürzlich durch die schweizerische Arbeitskräfteerhebung des Bundesamtes für Statistik korrigiert Sichtbar wurde dabei nicht nur, dass die Arbeitslosenzahlen doppelt so hoch sind wie die vom Biga offiziell ausgewiesenen, sondern auch, dass die Frauen stärker betroffen sind. Ursache dafür ist vor allem der Mangel an Teilzeitstellen. Zwei Drittel der erwerbslosen Stellensuchenden

Situation économique. Interpellations urgentes 608 N 20 mars 1992 Frauen suchen Teilzeitarbeit Die Untersuchung bestätigt auch die prekären Beschäftigungsformen: So ist z. B. jede zehnte erwerbstätige Frau ein mitarbeitendes Familienmitglied, eine Gelegenheits- oder Heimarbeiterin oder eine Angestellte in einem Privathaushalt; über die Hälfte der Frauen sind teilzeitbeschäftigt Viele von ihnen haben deshalb ein Einkommen unter der BVG-Beitragspflicht oder keinen Anspruch auf Suva-Leistungen, weil sie weniger als zwölf Stunden pro Woche arbeiten. Verschiedene Faktoren häufen sich, vor allem bei den Frauen. Ich möchte sie kurz aufzählen: Bildungsdefizite, Lohndiskriminierungen, ungenügende Kinderbetreuungsmöglichkeiten, fehlende Präventivmassnahmen und Benachteiligungen bei der Arbeitslosenversicherung, um nur einige zu nennen. Ich möchte einen Punkt aus der Antwort des Bundesrates auf die Interpellationen aufgreifen. Es ist ein symbolträchtiges und zugleich ein zynisches Beispiel, nämlich der Werbespot des Bundesrates für das Kampfflugzeug F/A-18. In der Antwort wird versprochen, die daraus resultierende Beschäftigung von rund 20 000 Mannjahren würde auf die wirtschaftlichen Krisenregionen verteilt. Ich möchte dem entgegenhalten: Die «Krisenregion Frau» verlangt eine Friedensdividende, d. h. die Sanierung der Staatsfinanzen durch den Abbau der destruktiven Militärausgaben, damit ein Vielfaches an Frau Jahren im Sozial- und Bildungsbereich, für sozial abgesicherte Teilzeitstellen und für eine qualifizierte

Kinderbetreuung investiert werden kann. Zum Schluss: Auf der Ebene der Politik ist vor allem die Frage nach einem vernünftigen Umgang mit der Arbeitslosigkeit zu stellen. Die Antwort lautet: Solidarität in dem Sinne, dass das knapper werdende Gut Arbeit auf alle verteilt werden muss und auch die Frauen das Recht auf eine Teilnahme auf der Ebene der Oekonomie erhalten.

M. Spielmann: Dans le cadre de ce débat, notre première pensée doit aller vers ceux qui sont victimes de la situation. Je pense aux chômeurs, aux familles qui se trouvent devant des difficultés considérables et face à de graves interrogations sur l'avenir. Bien sûr, les premières préoccupations concernent les modifications de notre législation. Toute une série de propositions et de motions ont été présentées et je crois que le Conseil fédéral est conscient de la nécessité de revoir aujourd'hui ces différentes législations, de les adapter à la situation et de répondre aux attentes de nombreuses familles. Je n'entrerai donc pas dans les détails, mais j'estime qu'il est important, en introduction, de penser en priorité à ceux qui en sont les victimes. Il ne suffit pas, bien entendu, de jouer aux pompiers et de «mettre des emplâtres sur une situation économique». Il faut aussi voir quels sont les moyens qui nous permettent de modifier à long terme une telle situation. Je suis étonné que personne à cette tribune n'ait parlé de la situation économique telle qu'elle se présente dans notre pays. Or, durant cette session, après le dépôt de ces interpellations urgentes, la presse a publié les résultats des grandes banques suisses. Cet élément est important, car si la situation économique frappe durement un certain nombre de familles, il y a aussi ceux qui profitent de la crise. Quand on peut lire dans les journaux que les grandes banques ont accru leurs bénéfices - pour l'UBS, par exemple, l'augmentation a été de 36 pour cent sur une année (1215 millions), pour la SBS de 25 pour cent (1032 millions) et pour le Crédit suisse de 57 pour cent - on est obligé d'admettre que la crise n'est pas partagée de manière égale pour tous. Il y a effectivement, d'un côté, ceux qui en sont les victimes et, de l'autre, ceux qui profitent de la situation. La politique des taux d'intérêt - je ne reviendrai pas ici sur le débat des taux hypothécaires, mais on en voit le résultat - conduit aussi à un certain nombre de difficultés. De nombreux entrepreneurs et de nombreuses entreprises sont frappés directement par la politique des taux d'intérêt et par l'augmentation des taux hypothécaires, sans parler des locataires et du marché du logement. En faisant ce constat, on doit immédiatement intervenir en disant, du haut de cette tribune, si on veut parler économie: «Comment peut-on raisonnablement et valablement débattre des choix politiques qui engagent l'avenir de notre société alors que les principales décisions - celles que je viens de mentionner relatives aux taux hypothécaires et au monde économique - sont prises hors du Parlement et échappent à tout contrôle démocratique?» Ainsi, si l'on veut valablement intervenir dans notre pays au niveau économique, il s'agit de donner des nouveaux droits et de tenter d'effectuer ensemble quelques projections sur l'avenir, car il est vrai qu'en matière économique, quand on prend des décisions, notamment conjoncturelles, sur la base d'arrêtés urgents, elles ne sont jamais bonnes. En outre, dans le cadre d'une telle politique - du moins à notre avis - il ne suffit pas que l'Etat introduise une relance et je suis étonné de voir des intervenants à cette tribune, en parlant du credo économique libéral et en insistant sur ce thème durant les trois quarts de leur exposé, conclure leur intervention en affirmant qu'il s'agit maintenant de relancer la construction des autoroutes et de reprendre les programmes routiers qui ont été abandonnés. Pour eux, la seule réponse à leur credo économique est de demander à l'Etat d'assurer la relance. Je ne crois pas que ce soit de ce côté-là qu'on trouvera des solutions, mais plutôt par la prise en compte de la situation politico-économique internationale dans laquelle se débat la Suisse, ainsi que des futures constructions européennes. M. Blocher a donné, à cette tribune, un certain nombre d'indi-

cations que je partage, notamment lorsqu'il disait: «Il ne faut pas préparer nos entreprises à une relance économique impulsée par l'Etat, mais à répondre aux enjeux économiques de ce siècle.» Je considère qu'il a bien posé le diagnostic, mais qu'il a fourni une mauvaise réponse. Dans le sens où prendre en compte notre avenir, c'est aussi prendre en compte la construction européenne, c'est aussi prendre en compte l'ensemble des problèmes liés au développement de nos sociétés. Je pense à la nécessaire protection de l'environnement, je pense à la nécessaire démocratisation au niveau de la politique économique. C'est en s'inscrivant résolument, de manière novatrice, dans la construction européenne qu'on peut aller de l'avant. Je suis frappé aussi de voir que pour certains programmes qui permettraient à l'industrie de se développer, d'innover et de rendre notre marché concurrentiel, comme le programme COMETT, ce sont les milieux provenant de l'entourage de M. Blocher qui freinent le plus l'ouverture, ainsi que les perspectives économiques de développement. Voilà un certain nombre de paramètres que je voulais donner ici. Mais je voulais insister sur la contradiction qu'il y a à prôner le credo libéral et ensuite défendre une économie cartellisée, bloquée, à vouloir continuer à vivre toutes fenêtres fermées alors qu'au dehors se construit notre avenir, ce qui revient à hypothéquer gravement notre économie de demain. Pour cela il faut une politique résolument novatrice et ouverte sur la nouveauté, en l'occurrence ouverte sur l'Europe de demain. Mme Aubry: Si le ridicule et la mauvaise foi tuaient, il y aurait des cadavres dans ce conseil dont celui de M. Spielmann. Rappelez-vous les exigences des écologistes et des partis de gauche afin de limiter, voire d'atrophier l'expansion de notre industrie par des mesures trop contraignantes, mesures et pressions qui ont obligé de nombreuses industries - comme vous l'avez déjà entendu - à s'expatrier. Je vous rappellerai quand même Ciba-Geigy à Baie qui a passé la frontière pour créer de l'autre côté 150 emplois, moyennant la suppression de quelques centaines chez nous, sinon davantage; Orgamol en Valais, Bobst dans le canton de Vaud, Oerlikon-Bührle, qui est parti en Italie, nos grandes banques qui, n'en déplaise à M. Spielmann et à d'autres, font leurs bénéfices à l'étranger, et Swissair. Ces sociétés ont exporté une partie de leur production afin de rester concurrentielles dans les prix. Plus récemment, hier, à Bienne, ce sont les Tréfileries Réunies qui supprimaient quarante emplois pour s'installer en France. Avec ces divers secteurs économiques qui ont passé nos frontières, c'est également un exil des cerveaux et un transfert de technologies qui ont lieu. Le résultat est là, pour ceux qui pleurent sur le chômage ac-

20. März 1992 N 609 Wirtschaftsfrage. Dringliche Interpellationen tuel. Nous avons un chômage qui est devenu assez alarmant pour que le Conseil fédéral soit interpellé aujourd'hui par ceux-là mêmes qui portent une lourde responsabilité dans cette situation. En répétant que l'économie a besoin de règles fixes et stables pour fonctionner, j'énonce une vérité de La Palice et vous le savez, Monsieur le Conseiller fédéral. Nous devons nous y engager, mais sans l'intervention de l'Etat, qui ne doit pas s'immiscer dans le secteur économique lors d'un ralentissement. Il y a certes, comme l'ont dit certains de la gauche, un changement d'esprit, mais pas dans le sens où ils le veulent. Le groupe PDG a posé notamment une question intéressante au sujet de l'avancement des projets des routes nationales, cela pour encourager les mesures conjoncturelles dans ce secteur. A mes yeux ce serait une solution acceptable et indispensable. Que la Confédération continue de suite le programme des routes nationales puisque, comme déjà dit par M. Fischer, l'argent est là. Le fonds routier s'élevait en 1991 à 1,7 milliard de francs, auquel s'ajoute chaque année la surtaxe sur les carburants de plus de 1 milliard. L'article 36ter de la constitution précise d'ailleurs l'emploi de cette surtaxe. Il y a aussi les motions Kohler et Cavadini Jean qui ont

été ac- ceptées par le Parlement et qui exigent l'achèvement des rou- tes nationales. Ce serait un baume sur les plaies de la réces- sion et ce serait également, nous l'avons déjà dit à cette tri- bune, une solidarité avec les régions touchées par la suppres- sion d'emplois et qui désenclaverait ces régions, puisque ce sont celles-là mêmes les plus touchées par le chômage qui n'ont pas vu leur réseau routier achevé. Cela donnerait en même temps des travaux de génie civil à ce secteur en panne qu'est celui de la construction. De bonnes voies de communi- cations - on l'a vu dans le canton de Fribourg - engageront les industriels à rester ou à s'établir et elles contribueront à la mo- bilité de la main d'oeuvre. Peu d'autres solutions enrayeront la crise économique dans laquelle se trouve notre pays et elles n'auront que des effets de courte durée-vous le savez bien. Je vous demande d'y réfléchir sérieusement C'est aujour- d'hui -je crois - une sonnette d'alarme qui n'est plus une son- nette, mais une cloche! Strahm Rudolf: Ich habe meine vorbereiteten Notizen auf die Seite gelegt; denn ich habe das Gefühl, es sei im Sinne eines Dialogs besser, auf einige Voten einzutreten. Die Fraktion der Auto-Partei, die hier fast vollzählig angetreten ist und das Feld in dieser Debatte beherrscht hat, hat hier auch in corpore ihre überschliessende ökonomische Kompetenz zur Schau gestellt, so dass ich mich nicht befähigt fühle, dar- auf einzutreten. Auf jeden Fall hat sie es gewagt, die Pollerei, die wir vom Biertisch her kennen, auch im Parlament vorzutra- gen. Das braucht Mut Zu den seriösen Voten: Hier hat jeder Referent das Krankheits- bild so definiert, dass das Heilmittel, das in seinem eigenen oder im Interesse seines Wirtschaftszweiges liegt, auch zutrifft. Das war eine Wirtschaftsdebatte, in der man einander den Schwarzen Peter zugespielt hat Ein Zauberwort ist z. B. der Gummibegriff der «Rahmenbedingungen». Kein bürgerlicher Redner hier vorne, der nicht die Rahmenbedingungen be- schworen hätte! Es gibt in der Wirtschaftsdebatte so Mode- wörter. Wer nicht weiss, was zu tun ist, oder wer nicht klar sa- gen kann, was er will, spricht von «besseren Rahmenbedin- gungen». Sagen Sie doch bitte konkret: Was verstehen Sie un- ter «besseren Rahmenbedingungen»? Sagen Sie bitte kon- kret: Wo wollen Sie deregulieren? Wo wollen Sie abbauen? Zum Beispiel haben Sie zum Kartellrecht - das ist eine Rah- menbedingung - in allen Landessprachen geschwiegen. Es hat niemand etwas, zu den Kartellen und zum Wettbewerbs- recht gesagt. Verstehen Sie unter «Rahmenbedingungen» nur tiefere Steuern? Die Schweiz hat von allen OECD-Ländern - ausser Japan - die tiefste Staatsquote. Wir haben die tiefste Belastung der Unternehmen, die tiefste Unternehmensbe- steuerung in ganz Europa Ich kann Ihnen schon sagen, weshalb die «Rahmenbedingun- gen» in den grössten Zusammenhängen nicht stabil sind: weil von der Wirtschaft selber in praktisch allen wichtigen Fragen der Rahmenbedingungen widersprüchliche Signale kom- men. Es wurde die Taxe occulte angesprochen, die Mehrwert- steuer: da haben wir völlig widersprüchliche Signale aus der Privatwirtschaft. Die EWR-Frage: widersprüchliche Signale aus der Privatwirtschaft. Die Frage des EG-Beitritts: alles Wi- dersprüche. Sogar in der Gatt-Frage ist man sich nicht einig. Zum Kartellrecht, zur Wettbewerbsgestaltung: völlig wider- sprüchliche Auffassungen auch in der Privatwirtschaft Sie werden heute in der Schlussabstimmung dem modifizier- ten Alkoholgesetz zustimmen und damit eine neue, zusätzli- che staatliche Regulierungsmaschinerie aufziehen. Nach meiner persönlichen Auffassung ist die Exportkraft un- geschmälert Wir haben strukturschwache Branchen, wir ha- ben viele subjektive Klagen. Aber nennen Sie mir einmal ob- jektive Indikatoren, die auf eine wirkliche Schwächung der Ex- portkraft hinweisen. Wir haben immer noch Ertragsbilanzüber- schüsse von 12 Milliarden Franken und mehr. Wir haben einen wachsenden Marktanteil bei den Exporten, die in den europäi- schen Raum gehen usw.

Aber wir haben einen Einbruch im Inland, konkret im Bausektor. Unsere Vorstellungen und Vorstösse zur Stützung der Beschäftigung zielen vor allem in die Richtung der inländischen Wirtschaft. Wir haben einen Einbruch im Wohnungsbau, weil die hohen Zinsen und die gestiegenen Baukosten dem Wohnungsbau das Genick gebrochen haben. Sie wissen - und das ist nicht bestritten -: 45 000 Wohnungen wären nötig, und jetzt sinkt die Zahl im Wohnungsbau auf unter 30 000. Ein Wiederaufbau der Wohnbaukapazität ist kostspielig, und deswegen wollten wir in diesem Bereich stützen. Ich bin dankbar, dass der Bundesrat das in seiner Antwort auch so sieht. Zum Schluss: 100 000 Arbeitslose und mehr sind nicht erträglich. Es gibt keine grössere Erniedrigung für einen Menschen, als das Gefühl zu haben, nicht gebraucht zu werden. Deswegen haben wir diese Vorstösse eingereicht, weil das auf die Dauer nicht tolerabel ist. Allenspach: Wir haben schon Mitte des letzten Jahres eine deutliche Abschwächung der wirtschaftlichen Aktivitäten festgestellt, eine deutliche Zunahme der Arbeitslosigkeit befürchtet. Unsere Feststellungen wurden damals, insbesondere von den Gewerkschaften, als professionelle Schwarzmalerei diskreditiert. Noch vor wenigen Monaten haben die Gewerkschaften ein ausserordentlich positives Bild der Lage und der Zukunftsaussichten unserer Wirtschaft gezeichnet. Es ging ihnen darum, eine möglichst positive Atmosphäre zu schaffen, um möglichst hohe Lohnforderungen durchsetzen zu können. Es ist unglaublich, wenn die gleichen Kreise, die auf Jahresbeginn unter Berufung auf die gute Wirtschaftslage massive Reallohnerhöhungen verlangt haben, wenige Monate später nach staatlichen, konjunkturstützenden Massnahmen rufen. Die gegenwärtigen Probleme sind vor allem strukturbedingt. Viele Votanten haben auf die Verschlechterung der Standortbedingungen des Wirtschaftsplatzes Schweiz hingewiesen und ein Deregulierungskonzept verlangt. Ich schliesse mich diesen Votanten an. Beschäftigungsprogramme nützen nichts, sie zementieren höchstens nicht mehr konkurrenzfähige Strukturen. Alle Interpellationen fordern auch Massnahmen der Arbeitslosenversicherung. Mit der Arbeitslosenversicherung und deren Massnahmen hat sich der Rat in der Debatte kaum auseinandergesetzt. Gerade hier gilt es, konkret zu werden. Auch in der Arbeitslosenversicherung sollte der Grundsatz im Vordergrund stehen: Eingliederung kommt vor Rente. Die Verantwortlichen und sehr viele Politiker konzentrieren sich offenbar lieber auf die Höhe und die Dauer der Tagelöhner. Sie kümmern sich zu wenig um die Eingliederung, um die Umschulung und die Ausbildung. Die Leistungen unserer Arbeitslosenversicherung übertreffen bezüglich Höhe das anderswo Übliche. Es ist nicht möglich, durch Aufhebung der Degression diese Leistungen noch weiter zu erhöhen. Wir können eine Verlängerung der Bezugsdauer auf über ein Jahr - wie sie der Bundesrat für die von Arbeitslosigkeit stark betroffenen Kantone und Personengruppen bereits beschlossen hat - nur dann in Erwägung ziehen, wenn gleichzeitig die Degression weitergeführt und verstärkt wird. Es ist abzulehnen, dass die Kantone und Gemeinden ihre Fürsorgepflichten der Arbeitslosenversicherung überbinden können. Ein Rahmen-

Situation économique. Interpellations urgentes 610 N 20 mars 1992. Gesetz für die kantonale Arbeitslosenbeihilfe kommt nicht in Frage, wenn diese Arbeitslosenbeihilfe von der Arbeitslosenversicherung, d. h. von den Arbeitgebern und Arbeitnehmern, finanziert werden müsste. Das muss Aufgabe der Kantone bleiben. Wir begrüssen die Massnahmen zur Requalifizierung der Arbeitslosen. Aus- und Weiterbildung werden permanente Aufgaben aller bleiben. Wir appellieren an die Kantone, von den im Arbeitslosenversicherungsgesetz gebotenen Möglichkeiten umfassend Gebrauch zu machen. Die primäre Berufsausbildung aber kann nicht Aufgabe der Arbeitslosenversi-

cherung sein und von ihr finanziert werden. Die Arbeitslosen- versicherung wird auf Jahresende ihre Prämien erhöhen müs- sen. Man spricht von einer Verdoppelung. Wir widersetzen uns ausgewiesenen Bedürfnissen nicht; jede Ausweitung der Auf- gaben der Arbeitslosenversicherung wird aber auch zu neuen und weit höheren lohnprozentualen Abzügen bei den Arbeit- nehmern führen. Auch diese Kehrseite der Medaille ist zu be- rücksichtigen. Gestatten Sie mir eine Schlussbemerkung: Unsere Politik muss konstanter werden. Die Stop-and-go-Politik hat versagt Stabilität und Vernunft in der Politik sind die wesentlichsten Voraussetzungen für die Stabilität in der Wirtschaft. Dreher: Die Erfahrung des Lebens lehrt: Wenn jemand ruft: «Haltet den Dieb!», muss man nicht den Dieb suchen, sondern denjenigen ins Auge fassen, der gerufen hat. Die Erfahrung meines Lebens hat mich gelehrt, dass bei Testamentsvoll- streckungen das Auge ganz besonders auf diejenigen gerich- tet werden muss, die bei jeder Gelegenheit die Worte Recht, Gerechtigkeit und Fairness in den Mund nehmen. Und in wirt- schaftspolitischen Fragen ist es ein Axiom, dass die Soziali- sten das Volk irreführen wollen, wenn sie sich angeblich um die Arbeitsplätze sorgen. Die Sozialisten und die Grünen sind doch die grössten Arbeitsplatzkiller der neueren Geschichte! Sagen Sie mir einmal, meine Damen und Herren von den So- zialisten, wie viele Arbeitsplätze Sie ausserhalb der Staatsauf- blähung geschaffen haben. Sie haben doch Arbeitsplätze ver- hindert! Nicht offiziell, aber Sie haben unter grüner Tarnkappe Ihre Unterorganisationenwirken lassen: Am 17. März 1992 ging es in der Sendung «10 vor 10» darum, auf dem Schiessplatz Ochsenboden ein Projekt vorzustellen, wo die Oerlikon-Bührle-Gruppe einen Hochtemperaturofen für Sonderabfallverbrennung einrichten möchte. Die Ge- meinde Hoch-Ybrig ist dafür, der Kanton Schwyz auch. Was ist passiert? Es kam doch, wie das Amen in der Kirche, wieder ein Umweltgangster vom WWF zu Wort, der gesagt hat, der Him- mel sei zu hoch, das Tal sei zu breit und der Boden zu tief - oder weiss Gott, was diese Herren immer vorbringen, wenn es darum geht, der Wirtschaft irgendwelche Knüppel zwischen die Beine zu werfen. Sie erregen sich zu Recht, Frau Bär, Sie sind auch gemeint, Sie gehören ja auch zu denen! Meine Da- men und Herren, so ist es! Sie haben diese Gesetze geschaf- fen - ich erinnere an das katastrophale Umweltschutzgesetz, wo Artikel 55 irgendwelchen Umweltgangsterorganisationen das Recht gibt, jedes wirtschaftliche oder private Investitions- vorhaben zu bodigen, zu verzögern und mit mala fide vorge- brachten Argumenten zu verzögern. Die Kosten gehen zu La- sten des Bauherrn, des Steuerzahlers. Und am Schluss, wenn man vor Gericht doch obsiegt, sind die Prozessentschädigun- gen derart lächerlich, dass sich der Investitionswillige abwen- det und ins Ausland verweist Artikel 36 des Umweltschutzge- setzes ermöglicht sogenannten Umweltschutzbüros, diesen Schmarotzerexistenzen am Körper der Volkswirtschaft, mit pseudowissenschaftlichen Argumenten jedes Projekt böswil- lig zu verzögern, es sei denn, man gebe ihnen den fetten staat- lich vorgeschriebenen Auftrag. Es kommt noch etwas dazu. Diese Organisationen haben sich die UVP-Rechte nicht selbst gegeben. Es muss ja irgendwo einmal eine legiferierende Mehrheit dagewesen sein, welche ihnen diese Rechte gegeben hat. Die Verordnung kommt von Herrn Bundesrat Cotti von der CVP. Wenn Herr Cotti sagt, der VCS und der Bundesrat hätten noch einen langen gemeinsa- men Weg vor sich, ist keine andere Erklärung möglich, als dass sich der CVP-Bundesrat Cotti mit diesen Umweltgang- stern solidarisiert. Eine andere Erklärung gibt es nicht Sie reden nun davon, was man tun könnte. Immer dann, wenn man irgendwo versagt hat, muss man «etwas tun». In der Asyl- politik hat man versagt, da brauchen wir jetzt ein Rassismus- gesetz. Auch in der Wirtschaft hat man versagt Folglich müs- sen Sie nun sagen: Okay, jetzt werden wir einmal diese

Artikel aus dem Umweltschutzgesetz hinauswerfen! Schlagartig könnte dann die Bautätigkeit einsetzen, können Baubewilligungen erteilt werden und die Traxe auffahren. Kein Postfach kann dann irgendwo noch eine Umweltverträglichkeitsprüfung anfechten. Das wäre der erste Schritt Der zweite Schritt wäre die Abschaffung der direkten Bundessteuer und deren Ersatz durch eine Mehrwertsteuer. Die Schweiz würde dann aus steuerlichen Gründen von einem Tag auf den anderen zu einem attraktiven Standort Aber das wollen Sie nicht, das wollen Sie ja alle nicht Hören Sie einmal mit diesem Deregulierungsgeschwätz auf! Sie wollen doch gar nicht deregulieren. Niemand will deregulieren. Sie wollen vielmehr mit den Sozialisten zusammen im Frieden die Chefbeamtenposten nach Proporz aushandeln, Präsident: Herr Dreher, Ihre Redezeit ist abgelaufen. Dreher: Ich bin auch am Schluss und Sie wollen gemeinsam die Subventionen verteilen, Geld, das Ihnen nicht gehört! Persönliche Erklärung - Déclaration personnelle Fischer-Sursee: Die Auto-Partei hat die CVP angegriffen. Herr Giezendanner hat mich nebst einigen anderen Damen und Herren als «roten Wolf im bürgerlichen Schafspelz» bezeichnet Herr Giezendanner, ich glaube, Sie sind farbenblind. Sie haben mich auch auf die schwarze Liste gesetzt, das ehrt mich! Ich müsste mich nämlich fragen, ob ich etwas falsch gemacht habe, wenn ich nicht auf dieser Liste wäre - oder ob ich einen Charakterdefekt habe! Und nun zum Thema: Die Arbeitslosigkeit und die Rezession sind nicht etwa eine schweizerische Eigenart, sie sind europa- weit und weltweit verbreitet Sie können deshalb nicht den bürgerlichen Parteien die Schuld für die derzeitige Rezession in die Schuhe schieben. Ich habe deutlich gesagt, was wir brauchen. Wir brauchen eine marktwirtschaftliche Erneuerung. Aber nicht so, wie es die Auto-Partei will: Mit stinkendem Kamin und Autoabgasen bekämpfen Sie die Arbeitslosigkeit und die Rezession nicht. Diese Zeit ist endgültig vorbei! Nehmen Sie die modernen Wirtschaftsleute zur Kenntnis, wie Stephan Schmidheiny, der ebenfalls ganz klar in diese Richtung sieht Zum Schluss: Die CVP ist immer eine verlässliche Stütze für eine sozial verpflichtete Marktwirtschaft in der Schweiz gewesen, und sie wird es auch bleiben. Präsident: Ich möchte insbesondere die Redner der Auto-Partei daran erinnern, dass beleidigende Äusserungen nicht zu den Gepflogenheiten dieses Rates gehören. (Beifall) Solche Äusserungen tragen nichts zur politischen Meinungsfindung bei. Wir sind aufgefordert, unsere politische Meinung zu sagen. Man kann im politischen Bereich hart diskutieren, aber man beleidigt hier nicht Personen, ob sie anwesend seien oder nicht. Das gehört zur politischen Kultur. M. Delamuraz, conseiller fédéral: J'espère que le porte-parole du Conseil fédéral respectera les principes éthiques que le président vient de rappeler. La Suisse paie aujourd'hui le prix de la surexpansion et du sur-emploi de huit années consécutives. Vous avez en général accueilli favorablement les réponses du Conseil fédéral aux interpellations urgentes de ce long débat et nous voulons en tirer quatre brèves conclusions. Premièrement, lutter contre le renchérissement: ici, la contribution de la Banque nationale suisse, entre autres, sera décisive. Si la Banque nationale lâche les freins de la création monétaire, l'inflation repart. Si elle bloque ces freins, tout redémarrage de l'économie devient, hélas, problématique. Or, l'économie suisse a besoin de redémarrer. C'est l'enseignement que je retire de cet utile débat

20. März 1992 N 611 Wirtschaftslage. Dringliche Interpellationen Deuxièmement: dynamiser la politique du marché du travail, notamment grâce à une politique forte en matière de formation et de recherche, prolonger une seconde fois la couverture des chômeurs, intensifier la solidarité du pays à l'égard des régions touchées de plein fouet par le chômage, et donner à la politique régionale les moyens de se développer, telle est la

première conclusion à retirer dans le domaine de la lutte contre le chômage. En matière de politique régionale, nous avons fait usage de la loi sur les investissements dans les régions de montagne, en cautionnant des prêts conclus sur le marché et en assumant totalement ou partiellement les charges d'intérêt. Cette opération déclenchera, dans les seules régions de montagne, des investissements pouvant atteindre un milliard de francs. Ce n'est que l'un des exemples que je voulais vous donner de la politique régionale qui vise à lutter contre le chômage. Soutenir davantage, étendre, diversifier les mesures préventives - et j'entends par là non seulement les mesures à court terme mais aussi à long terme, c'est-à-dire donner à nos programmes de recherche des moyens et une signification - voilà bien la meilleure parade à la disparition des emplois et le meilleur moyen d'en créer de nouveaux. Le chômage n'est pas une statistique économique et sociale froide, c'est une somme de problèmes, et même de drames, humains. A nous de leur apporter des solutions vraiment humaines. A nous aussi de considérer que les conditions légales que nous nous sommes fixées dans ce domaine se révèlent heureuses à l'usage, en période de crise, sans toutefois les tenir pour immuables. Nous devons, à cet égard, avoir une capacité d'imagination et de renouvellement dont nous reparlerons certainement ici. Troisièmement, éviter des programmes artificiels de relance mais réanimer certains secteurs. Les conversations que j'ai eues au sommet, avec les syndicats et avec les patrons, avant que le Conseil fédéral ne prépare ses réponses à vos interpellations - car il ne s'agissait pas de travailler pour nous en circuit fermé - révèlent une large convergence d'opinions, que j'ai retrouvée également dans ce débat. Il s'agit d'éviter des programmes de relance alibis, des programmes artificiels, coûteux et illusoire. Un secteur mérite une attention particulière, celui de la construction. La situation y est satisfaisante pour le génie civil et pour la rénovation d'immeubles; elle est préoccupante, en revanche, dans le bâtiment. La demande de locaux industriels et commerciaux est anémique - d'innombrables locaux sont inoccupés. Enfin, la construction de logements piétine alors même que, là, la demande existe bel et bien. L'accélération de la construction des routes nationales - premier chapitre de ces constructions publiques - ne serait sans doute pas absolument prioritaire, je le répète: le secteur du génie civil n'est pas le plus touché; mais il est clair qu'elle serait de nature à animer l'économie en général. Le Parlement n'en a pas précisément pris le chemin antérieurement, car, en effet, aux moyens proposés par le Conseil fédéral au titre de la construction des routes nationales, c'est-à-dire 1395 millions de francs, le Parlement a retranché quelques millions pour arriver à 1279 millions de francs, c'est-à-dire à des montants qui ne permettent pas de satisfaire aux exigences des motions Cavadini Jean et Kohler. Si les anciennes dotations étaient rétablies, il en résulterait une augmentation du volume des constructions de l'ordre de 9 pour cent pour la Suisse romande, de 10 pour cent pour le Tessin, de 13 pour cent pour le canton de Berne. Dans le domaine du logement, des millions de francs pour la construction sans fonds publics de logements ne sont pas libérables dans des délais que j'appellerais corrects, du seul fait des interminables procédures d'octroi des autorisations publiques de construire. Que cela soit rappelé dans notre préoccupation d'améliorer les conditions-cadres à tous les niveaux dans notre pays! Quant aux logements subventionnés par la Confédération, qui doivent rester dans des limites convenables, normales, du marché total du logement, ils pourraient se monter à 15 000 logements nouveaux à la fin de cette année, ce qui démontre que nous n'avons pas relâché notre activité coopératrice dans ce domaine. Enfin, pour l'ensemble des constructions publiques en 1992, en dépit des duretés financières des collectivités publiques, nous aurons par rapport à l'année prochaine des taux de croissance pour la Confédération y compris les régions, pour les cantons et pour les villes de plus de 20

000 habitants, dans le seul domaine des bâtiments neufs et non pas de leur entre- tien, compris entre 2,5 et quasiment 5 pour cent. Il n'y a donc pas récession dans ce secteur, il n'y a pas abandon de nos responsabilités. Je termine cette troisième conclusion relative au secteur des constructions et à l'appui public qui peut y intervenir par une allusion aux réponses du Conseil fédéral lorsqu'elles font état des retombées économiques que représenterait l'acquisition de l'avion militaire F/A-18. Cela n'a pas été du goût de plusieurs conseillers nationaux, auxquels je m'empresse de préciser, au cas où ils ne l'auraient pas observé, que le Conseil fédéral, dans sa réponse, n'entendait pas rallier les indécis et les réticents au panache blanc de l'avion de combat; il y a d'autres messages pour cela II entendait simplement exposer factuellement, tranquillement et sereinement les retombées économiques d'une telle acquisition publique. Quatrièmement et en conclusion: offrir à nos activités des conditions-cadres optimales. J'insiste sur cet aspect dont traitent les réponses du Conseil fédéral et auxquelles M. Couchepin a fait allusion, à savoir que nous devons compter avec la composante pénible de l'avenir de la chute de la natalité, de la baisse de la démographie suisse. Il y a trois ans, en 1988, 12400 certificats de maturité étaient distribués dans notre pays; en 1990, nous en sommes à 12 000. Il y a trois ans, 60 000 certificats d'apprentissage étaient délivrés dans notre pays; en 1990, il n'y en avait plus que 57 000. Les problèmes de la relève par l'éducation permanente en particulier se trouvent posés par ce véritable défi de la chute démographique, et bien d'autres encore. Il faudra donc englober dans nos réflexions sur les conditions-cadres futures d'une manière complète cette réflexion capitale sur l'avenir politico-économique de la Suisse qu'est la chute de la natalité. Les interpellations portaient sur la situation conjoncturelle - c'était leur titre et leur contenu - mais vous l'aurez remarqué, toutes les interpellations et pratiquement toutes les interventions dans ce débat ont dépassé cette limite et ont parlé de la situation structurelle de notre économie qui est bien le terrain de nos décisions futures. Il y a notamment des décisions dans l'immédiat, que j'ai énumérées dans les trois premières conclusions. Mais surtout, et cette conclusion-là reprend de l'importance, nous devons prendre des décisions à long terme. Traiter de nos conditions économiques, établir une politique fiscale et financière cohérente de l'Etat, préparer des accords internationaux qui nous mettent en situation de compétition européenne et mondiale favorable, demander aux décideurs privés de faire sauter, là où ils existent - et c'est le cas dans trop d'endroits - les verrous apparemment protectionnistes qui bétonnent certains secteurs, tel est le programme de demain qui permettra d'imaginer des situations conjoncturelles meilleures que celles que nous vivons actuellement et qui, seules, nous assureront une politique de croissance cohérente, contrôlée, mesurée et efficace. Sur ce point, le représentant du Conseil fédéral a tiré des conclusions suffisamment claires du débat d'hier pour qu'il ne soit pas nécessaire de le répéter maintenant. Je peux donc me taire, vous livrer au train salvateur du dernier vendredi de la session et vous affirmer que le Conseil fédéral fera son profit des débats de haute tenue que nous avons eus, concernant le rapport sur la politique économique extérieure et à propos des trois interpellations urgentes, qui contribuent à l'encourager dans sa volonté de redonner de meilleures conditions d'expression et de créativité à l'économie à long terme, par conséquent à tous les travailleurs de ce pays.

Schweizerisches Bundesarchiv, Digitale Amtsdrukschriften Archives fédérales suisses, Publications officielles numérisées Archivio federale svizzero, Pubblicazioni ufficiali digitali Dringliche Interpellation der sozialdemokratischen Fraktion Verschlechterung der Wirtschaftslage und zunehmende Arbeitslosigkeit Interpellation urgente du groupe socialiste Détérioration de la situation économique et aggravation du chômage In Amtliches

Bulletin der Bundesversammlung Dans Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale In  
Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale Jahr 1992 Année Anno Band II Volume  
Volume Session Frühjahrssession Session Session de printemps Sessione Sessione  
primaverile Rat Nationalrat Conseil Conseil national Consiglio Consiglio nazionale Sitzung  
12 Séance Seduta Geschäftsnummer 92.3014 Numéro d'objet Numero dell'oggetto Datum  
20.03.1992 - 08:00 Date Data Seite 599-611 Page Pagina Ref. No 20 021 041 Dieses  
Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der  
Bundesversammlung. Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de  
l'Assemblée fédérale. Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino  
ufficiale dell'Assemblea federale.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte  
Originaltext. Quellen-URL siehe oben.